

POUR UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE DE LA CRISE

HENRI MOVA SAKANYI

LE MONDE est passé d'un brin au bord d'un précipice. Le gouffre béant, aux profondeurs abyssales, continue de tarauder spécialistes et citoyens lambda quant aux conséquences si la chute avait effectivement eu lieu. Malgré l'accalmie ambiante et quelques annonces triomphalistes, on n'est pas encore éloigné du cratère. Les laves encore abrasives et rutilantes nous rappellent que le danger n'est pas totalement écarté.

La crise qui atteint aujourd'hui l'ensemble des secteurs de l'économie mondiale avait pourtant commencé comme un feu de brousse, par une allumette dont la bizarrerie lexicale est patente : *subprime*. D'un marché local et ultraspécialisé, la crise s'est propagée à l'allure d'un tsunami qui a finalement ébranlé toutes les certitudes idéologiques du capitalisme mondialisé. Le doute est tel que, de plan en plan, de stratégie en stra-

tégie, on va d'un extrême à l'autre sans s'embarrasser à puiser dans les registres des idéologies abhorrées qui prônaient encore la part belle à l'intervention étatique dans la régulation économique.

C'est peut-être là qu'est le hic. À trop vouloir faire démarrer cette crise à l'éclosion de la bulle immobilière entre 2007 et 2008 avec son point d'orgue à l'automne 2008, lors de la faillite de la banque Lehman Brothers, on verse allègrement dans le superficiel tant le mal est profond.

En effet, les sommets atteints par la crise au deuxième semestre 2008 ne devraient pas occulter le fait que la contagion vient de loin. La succession d'événements divers, disparates en apparence, devrait darder les analystes pour pousser davantage la réflexion vers les paradigmes explicatifs du systémisme. Il nous semble prometteur de scruter les méandres d'une recherche globalisante

pour dégager la meilleure intelligibilité des phénomènes que couvre le vocable « crise internationale ». Celle-ci ne saurait donc être limitée à son versant économique. À voir ses différentes manifestations, il s'agit bien d'une crise globale, systémique. Même si nous privilégions l'analyse économique, il faudra considérer que l'économie n'est pas la seule grille de lecture de cette crise.

Olivier Mongin et Marc-Olivier Padis optent pour la même démarche¹ en dégageant la même évidence : la crise actuelle est bien globale et systémique. En effet, la crise n'est pas seulement conjoncturelle, c'est-à-dire uniquement liée à la finance, mais aussi structurelle, en ce qu'elle suggère une interrogation sur la structure de l'économie internationale, voire de la mondialisation.

UN ÉCHEC DE PROSPECTIVE ?

Plusieurs économistes stigmatisent le fait qu'on n'ait pas vu venir cette crise. Certains vont jusqu'à mettre en cause l'épistémologie de la science économique incapable de prévoir les crises. À London School of Economics, la reine Elisabeth II demandait : « Comment se fait-il que personne n'ait prévu ? » *The Economist* du 18 juillet 2009 s'interrogeait : « *What went wrong with Economics.* » Paul Krugman affirmait : « La théorie macroéconomique des trente dernières années avait été au mieux spectaculairement inutile, au pire carrément nuisible². »

¹ Mongin O. et Padis M.-O., « Les contrecoups de la crise », in *Esprit*, novembre 2009.

² Cité par Bertrand Jacquillat, *1929-2009 : Récession(s) ? Rupture(s) ? Dépression(s) ?*, PUF, 2009.

Quoiqu'on ne soit pas en pleine dépression, on peut néanmoins, avec le recul, laisser libre cours à son étonnement lorsqu'un esprit aussi clairvoyant que Robert Lucas (prix Nobel d'économie en 1995 et professeur à l'université de Chicago) déclarait, en 2003, que le cycle économique (alternance dépressions-expansions) était définitivement apprivoisé. Ben Bernanke (président de la FED et ancien professeur de Princeton) emboucha la même trompette du cycle économique dorénavant sous contrôle³.

Devant un tel aveuglement, on peut comprendre que les économistes théoriciens du capitalisme n'aient pas vu arriver l'hécatombe. Pourtant, plusieurs élaborations dues à la plume de Karl Marx mettaient déjà en exergue les possibilités de crise systémique du capitalisme globalisé (crise générale du système capitaliste). Mieux, John Maynard Keynes avait éclairé de son génie l'avènement de la situation que nous vivons. Pour lui, en remplaçant l'hypothèse de « marché efficient » par celle de « instabilité financière », on arrive à détecter l'existence au sein du capitalisme des crises endogènes (l'analyse historique le démontre) qui postulent des cycles financiers. Ainsi, l'économie de marché n'est pas une économie « auto-stable » qui s'autoajusterait face aux chocs exogènes⁴. Les chocs et les cycles lui sont inhérents.

Sylvie Matelly pense même que la détérioration de la situation économique en 2008 était assez prévisible, car, pour elle, nombre d'analyses avaient déjà mis

³ Krugman P., *Pourquoi les crises surviennent toujours*, Paris, Seuil, 2009, p. 13.

⁴ Mateley S., « Les Économies face à la crise: une mutation nécessaire ? », in *Année Stratégique 2010*, IRIS, 2009, p. 47-59.

en garde contre plusieurs dérives d'un système économique devenu incontrôlé et incontrôlable par trop de dérégulation. Parmi ces dérives, elle cite en premier lieu la spéculation. À la rescousse de cet argument, elle cite John Maynard Keynes (*Théorie Générale*, 1936) : « Les spéculateurs peuvent être aussi inoffensifs que des bulles d'air dans un courant régulier d'entreprises, mais la situation devient plus sérieuse lorsque l'entreprise n'est plus qu'une bulle d'air dans un tourbillon spéculatif. Lorsque, dans un pays, le développement du capital devient le sous-produit de l'activité d'un casino, il risque de s'accomplir dans des conditions défectueuses¹. »

La particularité de la situation actuelle, par rapport notamment à la crise pétrolière (1973, 1979), de la bourse (1987), de la finance asiatique (1997), c'est qu'elle est l'aboutissement et la mise en gerbe de plusieurs autres crises. D'où son caractère global et totalisant, donc systémique. En tout état de cause, cette crise est, au minimum, une grande crise au sens où l'entend l'économiste Jacques Mistral (« Au lendemain d'une grande crise, retrouver une croissance durable »).

Les grandes crises se distinguent² notamment par la grande étendue de leur impact, le nombre des pays intéressés, la gravité de leurs enjeux et de leurs conséquences et l'importance de la mobilisation et des moyens requis pour leur résolution.

La crise que nous vivons vient donner de l'immanence et de la pertinence aux différentes occurrences et approches

de la crise³. Qu'on l'apprehende sous l'acception de Fourier (phénomène qui désagrège la « société civilisée » pour la remplacer par la société « harmonieuse »), celle de Goethe (« toutes les révolutions sont des crises et une crise n'est-elle pas une maladie »), de Sir Bayard (« Crisis of Parliament »), du Cardinal Bentivoglio (« crisi » du mouvement des choses), du marquis d'Argenson (« crise économique »), de Jean-Jacques Rousseau dans *Emile* (« nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions »), de Thomas Paine dans *American crisis*, de Bonald dans son *Essai sur les lois naturelles de l'ordre social* (où il compare la Révolution française à une « crise terrible et salutaire par laquelle la nature rejette du corps social les principes vicieux que la faiblesse de l'autorité⁴ y avait laissé introduire »), celle de Karl Marx dans le *Manifeste du parti communiste* et dans *Le Capital* (« antagonismes de classes », « conflits », « contradictions », « crise systémique du capitalisme »), celle de crise économique de Malthus, de Ricardo ou de Keynes (crise de pénurie ou de surproduction agricole ou manufacturière, crises financières, crises de surinvestissement, crise de spéculation, crises monétaires, crises boursières); l'idée de base demeure « la rupture dans l'ordre normal des choses », changement brusque, moment crucial, instant critique dans l'évolution d'une société où les réponses sont décalées par rapport aux problématiques fondamentales et existentielles ; c'est une dissection entre les causes et les effets ; un désajustement entre la demande et l'offre (pas seulement économique).

¹ *Idem*.

² Crocq L. et alii, *op. cit.*, p. 19.

³ Crocq L. et alii, *Gérer les grandes crises. Sanitaires, écologiques, politiques et économiques*, Paris, Odile Jacob, 2009.

⁴ C'est nous qui soulignons.

Cette dernière approche nous permet de remettre en selle la logique de l'enchaînement plutôt que celle de la causalité linéaire. Ainsi, une fois encore, nous appliquons la méthode du temps mondial¹ aux phénomènes internationaux.

LA FIN DU CAPITALISME ?

La crise globale ne doit pas être comprise de la manière réductrice et manichéenne, qui est souvent empreinte de causalisme rigide, voire déterministe. On ne saurait isoler les causes d'une part et les conséquences de l'autre. Il n'est pas question de réduire le fait générateur dans la crise des *subprimes*. Elle-même dérive d'une concaténation de faits divers qui procède de l'histoire, mais aussi de mécanismes qui se sont emballés dans le cadre de la globalisation. La recomposition géopolitique du monde, avec l'avènement de la *perestroïka*, a quelque chose à voir avec l'éclatement de la crise et la nouvelle configuration géostratégique qui va s'en dégager.

La crise globale pourrait être appréhendée sous le prisme de la combinaison des trois dimensions de Braudel (trois espaces-temps) et des trois strates de Eloi Laurent². On sait depuis Braudel qu'on ne comprend mieux une époque qu'en trois dimensions, trois espaces-temps : la longue durée géographique, les techniques sociales et économiques et enfin l'agitation politique du moment, le temps des individus.

¹ Lire Mova Sakanyi H., *Comprendre la fin de la guerre froide et la mondialisation*, en trois tomes, Paris, L'Harmattan, 2009.

² Laurent E., « Ni péripiétés, ni cataclysme », in *Esprit*, novembre 2009, p. 13-16.

À rebours de l'ordre braudelien, Eloi Laurent relie trois strates superposées à l'analyse des trois dimensions : l'écume de la crise du capitalisme financier, la houle de la crise des inégalités sociales, la marée de la crise écologique.

L'effondrement de la finance globalisée ne serait donc qu'un premier niveau. Il consacre la fin du mirage de l'autorégulation des marchés et, par conséquent, remet à l'ordre du jour la régulation keynésienne de la puissance publique. Keynes avait, en effet, élaboré de façon anticipée la déconstruction de l'illusion néoclassique du parasitisme de l'État.

Pour Jean-Michel Quatrepoint, le monde serait aujourd'hui confronté à une triple crise³. Financière avec le krach rampant des *subprimes*, l'effondrement de tous les marchés boursiers, y compris ceux de Chine, qui ont perdu 50 % en un an. Énergétique, avec l'envolée des prix du pétrole qui frappe tous les consommateurs, y compris les Chinois. Alimentaire, avec la flambée des prix des denrées de base et l'apparition de la pénurie et de la famine dans les pays les plus pauvres.

Ignacio Ramonet, avec la fougue qu'on lui connaît, va encore plus loin : ce n'est pas une crise, c'est une révolution. Il affirme que ce krach ne signifie peut-être pas la fin du capitalisme, « qui en a connu d'autres et a réussi à s'en remettre », avoue-t-il. Mais il marque bien la fin de l'économie dérégulée, l'achèvement d'une ère : celle de l'ultralibéralisme, du capitalisme mafieux et de la globalisation financière. Pour lui, 2008 est pire que 1929. Certains ont soutenu que le monde était passé « à un

³ Quatrepoint J.-M., *La crise globale*, Paris, Mille et une nuits, 2009, p. 283-284.

millimètre du gouffre, à un millimètre de l'explosion atomique économique » (Alain Minc). Pour Ramonet, rien n'est plus faux : Le monde « n'est pas passé à un millimètre ; il a directement plongé dans la plus terrible des crises systémiques... Et l'apocalypse est loin d'être terminée : la crise s'est transformée en récession globale ; la déflation menace¹ ».

Il s'appuie sur les propos d'Emmanuel Todd : « Nous vivons un effondrement de l'ultralibéralisme comparable à celui du modèle communiste vingt ans auparavant. » Mais c'est Immanuel Wallerstein qui est encore plus incisif : « Nous sommes entrés dans la phase terminale du système capitaliste. Ce qui différencie cette phase de la succession interrompue des cycles conjoncturels antérieurs, c'est que le capitalisme ne parvient plus à faire système, au sens où l'entend Ilya Prigogine (1917-2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à recouvrer l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation. La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alors. Et l'on voit émerger une lutte, non plus entre les tenants et les adversaires du système, mais entre tous les acteurs pour déterminer ce qui va le remplacer. Je réserve l'usage du mot crise à ce type de période. Eh bien, nous sommes en crise. Le capitalisme touche à sa fin² ».

Sans aller jusqu'à considérer la fin du capitalisme, il y a au moins lieu de constater que cette crise entraînera

l'émoussement de la forme la plus radicale : l'ultralibéralisme. C'est surtout la fin du thachérisme couplé à la reaganomie. La vague néolibérale, adepte de la déréglementation et de la dérégulation, n'aura plus la même cote, même chez les gourous de la finance internationale. Les grands manitous de la bourse, les gnomes de Zürich, les golden boys de la City, de Wall Street, de Nikkei Bond, les traders aux parachutes dorés, ayant fait fortune dans la spéculation et l'arbitragisme, cautionnant ainsi l'économie casino, relèvent désormais de catégories suspectes, voire mafieuses.

Cela ne signifie pas la fin du capitalisme. Ses excroissances, prônées par le néoconservatisme politique et l'ultralibéralisme du « consensus de Washington », seront remises en question. Il est fréquent, depuis l'éclosion de la crise, de voir tout le monde se convertir au keynésianisme. Les plus grands manitous du panthéon financier, adorateurs habituellement transis du marché dérégulé, écrit Ignacio Ramonet³, plient le genou, courbent l'échine, renient leur ancienne foi et implorent l'État de leur pardonner leurs péchés et de leur venir en aide. Tous se convertissent maintenant en masse aux thèses, hier encore considérées comme hérétiques, de Keynes, partisan de l'intervention de l'État pour stimuler l'économie. Non sans hypocrisie, conclut-il, certains conspuent désormais les paradis fiscaux, vilipendent la capacité des *hedge funds* et condamnent les émoluments abusifs des banquiers et des courtiers.

George Soros, par exemple, se mêle aux analystes critiques du capitalisme à financiarisation extrême. Il vilipende la « superbulle » qui serait plus grande

¹ Ramonet I., *Le krach parfait. Crise du siècle et refondation de l'avenir*, Paris, Galilée, p. 13.

² Reverchon A., « Entretien avec Immanuel Wallerstein », *Le Monde*, 12 octobre 2008.

³ Ramonet I., *op. cit.*, p. 19.

que la seule bulle immobilière des États-Unis, car, écrit-il, la crise actuelle ne se résume pas à son éclatement. Elle est de plus grande ampleur que chacune des crises financières que nous avons périodiquement connues et qui s'inscrivent dans la « superbulle » : un processus réflexif de long terme, qui s'est déroulé au cours du dernier quart de siècle. La tendance dominante de cette superbulle a été l'expansion du crédit ; son biais dominant a été le fondamentalisme de marché, qui n'est autre que le laisser-faire du XIX^e siècle¹.

Pour autant, le capitalisme ne mourra pas de cette crise, quelque géante qu'elle soit. Nous n'osons pas nous aventurer sur la voie scabreuse qui annonce des « fins ». Nous ne tombons donc pas dans les travers des prophètes de l'apocalypse scientifique annonçant chaque fois la fin de quelque chose : « La Fin de l'histoire et le dernier homme » et « La fin de l'homme » de Francis Fukuyama, « La fin des territoires » de Bertrand Badie...

Le capitalisme a su survivre à des crises en intégrant les contradictions qui l'amenaient à sa perte. Il a à chaque fois muté, s'est mué, a transmué en se délesant de ses aspects extrémistes et fondamentalistes.

UNE CRISE SECTORIELLE OU GLOBALE ?

Au moins, avec George Soros, on peut affirmer que le système financier international tout entier repose sur des bases erronées. Cette évidence est souvent occultée pour au moins deux raisons : notre compréhension imparfaite

du monde, du fait que nous en faisons nous-mêmes partie, et la scissiparité et l'étanchéité des disciplines scientifiques qui étudient la société humaine.

Pour Immanuel Wallerstein, le problème vient du fait que nous étudions les phénomènes comme des champs séparés, que nous qualifions – la politique, l'économie, la structure mentale, la culture – sans nous préoccuper de savoir s'ils ne correspondent pas à des constructions mentales davantage qu'à des constructions réelles. Il nous faut donc porter un regard neuf aussi bien sur le fonctionnement du monde que sur notre façon de le penser². Pour Jean-Hervé Lorenzi, c'est le statut même de la crise qui évolue fondamentalement (« D'une crise à l'autre, une même méthode »).

Nous en appelons donc à un changement de paradigme dans la quête de compréhension et d'explication des phénomènes que nous examinons sur la scène internationale.

Cette crise économique globale émane d'une crise encore plus globale, celle de la société avec ses expressions alimentaires, énergétiques, financières, monétaires, bancaires, boursières, écologiques, économiques, géopolitiques, de surendettement, de surinvestissement, etc.

Si les États-Unis en constituent l'épicentre, il faut considérer qu'elle s'étend sur l'ensemble de la planète et affecte tous les secteurs. Une illustration en est éloquent : la recomposition géopolitique après la guerre froide a eu un impact sur la structure de l'économie mondiale. La restructuration de l'économie

¹ Soros G., *Mes solutions à la crise*, Paris, Hachette Littératures, 2009, p. 13.

² Wallerstein I., *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, « Poche », 2009, p. 7.

mondiale (notamment avec l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce) a fait de l'Asie, et principalement de la Chine, le grand bénéficiaire et un des moteurs de la mondialisation. Ceci a eu pour conséquences le décentrement de l'Europe (qui a entre-temps ingéré l'ancien bloc soviétique à l'exception de la Russie) et le glissement de l'axe stratégique vers l'Asie. Celle-ci s'étire pour intégrer en son sein l'Afrique dans son orbite. De l'épicentre qu'est encore l'hégémon américain, la recomposition du monde a atteint tous les continents.

L'emballage financier international dû à une trop grande financiarisation de l'économie (notamment avec l'excès des crédits), sans commune mesure avec le besoin réel de financement à long terme de l'économie réelle, est le trait caractéristique le plus patent de la crise internationale. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'il n'est qu'un aspect des changements que le monde est appelé à connaître.

Bertrand Jacquillat affirme¹ qu'il se pourrait que la crise économique globale constitue l'un des tournants importants dans l'histoire du monde moderne, avec des conséquences transformationnelles structurant une nouvelle époque. Mais, principe de prudence aidant, il ne s'avance pas trop loin estimant qu'il était encore trop tôt pour le dire, et encore beaucoup trop tôt pour avoir une vue claire des conséquences.

Il risque d'attendre longtemps pour voir les conséquences de la crise si le déroulement des événements en eux-mêmes, les connexions des phénomènes,

la montée des puissances émergentes, la gestion concertée de la crise, l'apogée du multilatéralisme à vingt (G20), les concertations du nouveau condominium sino-américain (G2), les changements écologiques... ne lui paraissent pas suffisants pour constater que le monde a changé. Les enchaînements entre les différents phénomènes vont plus loin et démontrent que les choses ne vont pas rester en l'état.

La montée des inégalités, par exemple, amène Eloi Laurent² à suggérer une exigence nouvelle pour les chercheurs, qui est double à ses yeux : il faut mieux prendre la mesure des inégalités de revenus et mieux inscrire celles-ci au cœur de la mesure du revenu national comme le propose le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi. Les inégalités rongent progressivement les systèmes démocratiques, constate Eloi Laurent, mais elles condamnent également les systèmes économiques et finalement les sociétés à des crises financières violentes et cette seconde dimension est largement restée dans l'ombre de la recherche jusqu'à présent.

On peut également établir une connexion entre l'écologie et la crise alimentaire, notamment du fait que le réchauffement climatique pèse lourdement sur la sécurité alimentaire. La sécheresse, les inondations, la destruction de la biodiversité influent négativement sur la production agricole, piscicole et sur l'élevage. À l'inverse, l'agriculture, par ses différents modes, détruit l'écologie (écobouage, fumier, semences, humus, feux de brousse, herbicides, pesticides à base d'azote, déboisements et émissions

¹ Jacquillat B. (sous la dir.), 1929-2009 : *Récession(s) ? Rupture(s) ? Dépression(s) ?*, Paris, PUF, Descartes et Cie, 2009, p. 7.

² Laurent R., article cité.

de carbone dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, etc.).

Or, sur ce plan, si de nouveaux investissements ne viennent pas changer la donne, la situation devrait empirer. D'un autre point de vue, la culture des organismes génétiquement modifiés, pour faire face à la demande alimentaire mondiale, est encore sujette à polémique quant à ses effets sur les humains et la pédologie. La sécurité alimentaire reste ainsi un horizon lointain d'autant que «résultante de l'efficacité de l'activité la plus dépendante des éléments (agriculture), du fonctionnement des marchés mondiaux et de la capacité d'acquérir des biens de première nécessité, la sécurité alimentaire de certaines régions et de certains groupes sociaux pourrait redevenir une composante majeure des conflits¹ ».

Le fordisme et la culture de consommation des masses requièrent plus d'investissements et d'espaces physiques à conquérir. Or, étant donné la croissance démographique et les modes d'accumulation des richesses, un mélange détonnant est en train d'aggraver les crises dans différents domaines d'activité. La pression sur les ressources naturelles – du pétrole à l'environnement sain en passant par l'eau – laisse supposer que les prochaines années vont aggraver et envenimer la convivialité entre les peuples du monde. La pression démographique, par l'immigration des masses et celle liée aux crises écologiques, mettra à rude épreuve les structures sociales et culturelles des pays d'origine et de ceux d'accueil.

À l'autre extrémité, on constate que si la mondialisation uniformise, sans nécessairement unifier, elle crée la fragmentation et le localisme. Jamais les valeurs de société ne se sont autant rapprochées, mais au même moment, jamais elles ne se sont autant distendues. Alors que semble éclore une culture aux prétentions universalistes, les identités locales ou nationales s'affirment parfois violemment. La thèse du choc des civilisations n'est pas partout démentie. Alors qu'elle a démontré ses faiblesses dans la plupart des cas, dans les relations entre l'Occident et le monde musulman subsistent des relents faisant la part belle au clash civilisationnel (Djihad contre Mc World, le choc des civilisations d'Huntington, le Nouveau Moyen Âge, etc.). Le débat sur l'identité nationale en France, la montée des concepts d'extrême droite dans tous les partis traditionnels, le référendum suisse sur les minarets, les caricatures sur Allah en Hollande en sont des exemples.

Ailleurs, ce sont des cohabitations problématiques entre différentes vagues civilisationnelles où subsistent des modes de vie arriérés face aux cultures *high-tech* les plus sophistiquées. Au sein de la même société, s'entreprennent des dynamiques contradictoires envenimées par les crises sectorielles et la rapidité des changements.

Répondant justement à la problématique de la crise économique internationale, les membres de la mission de réflexion commandée par le Premier ministre français François Fillon au Conseil d'analyse de la société, sous la houlette de Luc Ferry, arrivent à des conclusions globalisantes civilisationnelles (en se targuant d'offrir des matériaux pour une politique de civilisation). Les mesures

¹ Pouilles-Duplaix A. et coll., « Impacts du réchauffement climatique sur la sécurité alimentaire mondiale », in *Mondes n°7*, automne 2009, p. 44-53.

qu'ils proposent relèvent d'un changement d'orientation de la marche de la société. Il s'agit bien d'un changement de cap, voire de « civilisation », écrivent-ils, dans la mesure où toute leur analyse repose sur l'idée que la civilisation de la consommation est en crise structurelle durable et qu'il faut bel et bien changer de modèle de développement.¹

À la lumière de cet effort de globalisation, nous voulons apporter notre pierre à l'édifice en abordant la crise internationale sous l'angle de la crise globale apparue à la suite – et concomitamment – d'autres dérèglements de grande ampleur. Dès les premiers mois du nouveau siècle, Amin Maalouf² constate que des événements inquiétants se produisent et qu'ils donnent à penser que le monde connaît un dérèglement majeur, et ce, dans plusieurs domaines à la fois – dérèglement intellectuel, dérèglement financier, dérèglement climatique, dérèglement géopolitique, dérèglement éthique.

En considérant tous les aspects ci-dessus et d'autres laissés en friche, on peut affirmer que la crise ne se cantonne pas au dérèglement de la finance internationale. Mais on peut utilement partir, pour des raisons de rigueur scientifique, du point de vue financier pour jeter un éclairage nouveau sur les autres aspects impliqués dans la crise globale. On peut tout aussi bien partir de l'analyse de l'ensemble du système international pour alimenter la compréhension de la crise financière et/ou économique en remontant quelques années plus loin.

¹ Ferry L., *Face à la crise. Matériaux pour une politique de civilisation*, Paris, Odile Jacob, 2009, p. 62.

² Maalouf A., *Le développement du monde*, Paris, Grasset, 2009, p. 11.

Cette démarche globalisante est du ressort du systémique. Elle se fonde sur la nécessité toute récente de saisir la spécificité du global, non pas seulement en tant qu'échelle, espace d'étude, mais également comme méthode pour saisir des systèmes de plus en plus complexes. La globalisation elle-même s'appréhende comme une sociologie et induit les études du global qui, en général, est « conçu comme un lieu dépassant ou neutralisant les délimitations et opérant de toute évidence à une échelle globale³ ». Les interconnexions, les dépassements du local et du national, les espaces numériques globaux, les acteurs transfrontaliers, les dynamiques et le dynamisme de réseaux, le partage ou la décentralisation des décisions qui affectent la marche du monde sont autant de lignes qui tracent les contours du global en tant qu'objet d'étude.

La crise internationale est globale parce qu'il s'agit en fait d'une crise systémique. Lorsqu'un système ne peut plus reproduire les conditions de son équilibre et épuise les ingrédients de sa reproduction, il se produit une série de dérèglements qui condamnent à plus ou moins longue échéance le système. Sa survie viendra de sa capacité à muter en une réalité toute nouvelle quoique intégrant des éléments de continuité. Mais, si les piliers essentiels sont durement affectés, le système perd son « âme » et se transforme en un autre malgré la survie de certaines anciennes caractéristiques. La rupture, le choc, la bifurcation, le chaos, le dérèglement, la mue, la mutation, le tournant... sont autant de

³ Sassens S., *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2007, p. 17.

termes qui sont appliqués à un système qui change.

Par le biais de l'économie (elle-même induite par la secousse financière), le système international est embarqué dans une suite de déflagrations. Sans être nécessairement la cause de la crise systémique, la crise économique en est un marqueur ou un révélateur. Elle participe à une dynamique d'ensemble où les réactions en chaîne, les enchaînements, créent un réseau de conditionnements mutuels entre le système et ses composantes et celles-ci entre elles.

Aglietta note¹ qu'en septembre 2008 la crise s'est brutalement aggravée. Elle est devenue systémique lorsque de nombreuses banques américaines et européennes ont laissé voir qu'elles n'avaient pas assez de capital pour faire face à la montée des pertes sur les crédits défaillants. Il démontre par la suite que la propagation de la crise a infirmé l'espoir de découpage des pays émergents. On ne pouvait donc pas dissocier la situation des pays émergents face à l'épicentre de la crise (les USA) et sa périphérie (l'Europe).

Mais les économistes en restent encore à leur conception imprégnée d'économisme de la crise systémique. Ils s'en tiennent encore à la synonymie entre le risque systémique et la crise systémique qui, tous les deux, seraient des expressions du monde de la finance où le terme systémique désignerait un changement d'échelle autant qu'une prise en considération globale des mécanismes et des causes tout en incluant l'environnement d'occurrence.

Dans cette optique, le risque systémique se perçoit comme la probabilité d'apparition d'un dysfonctionnement susceptible de paralyser l'ensemble du système financier international. À l'opposé, le risque non systémique serait dû au choc provoqué par un élément extérieur au système financier (événements politiques par exemple).

Pour notre part, cette distinction n'est pas pertinente et est, au contraire, exagérément réductrice. L'économie internationale se meut dans un contexte politique international particulier et sur une assise socioculturelle donnée. Ignorer les conditionnements entre champs et scènes conduirait à des dérapages pernicieux pour l'intelligibilité des événements. La globalisation milite en faveur du décloisonnement des espaces, des échelles et des disciplines scientifiques pour gagner en efficacité dans la compréhension et l'explication des phénomènes complexes. C'est la nouvelle exigence de l'interdisciplinarité. Paul Krugman ne peut s'empêcher d'affirmer que l'économie se développe toujours dans un contexte politique.

La crise systémique s'entend de la rupture dans l'ordre «normal» des choses antérieures dans l'ensemble du système – monde braudelien ou wallersteiniien pour ainsi dire.

LE RETOUR DE L'ÉTAT ?

La crise systémique que nous avons déjà analysée dans d'autres études se décline sous diverses occurrences. Avec la fin de la guerre froide, on a vécu un déréglage des relations internationales sans pareil. Les changements géopolitiques ont conduit à une dislocation du

¹ Aglietta M., *La crise. Pourquoi en est-on arrivé là ? (comment en sortir ?)*, Paris, Michalon, 2009, p. 46.

champ géopolitique ancien. Il en est advenu une nouvelle configuration géopolitique qui a vu la disparition de l'Union soviétique et de son bloc face à un capitalisme triomphant et une hégémonie américaine que Zbigniew Brzezinski destinait à un règne éternel.

L'État a commencé à apparaître, dans l'élaboration du nouveau capitalisme, comme un frein au développement des affaires. On l'obère. Les ultralibéraux lui vouent une telle antipathie qu'ils lui désignent un funeste destin : la mort. Alors, pour la première fois dans l'antagonisme entre le marxisme et le libéralisme, on aboutissait aux mêmes conclusions : le dépérissement de l'État est un bien pour la société.

La désétatisation de la scène internationale se nourrira de thèses déclinistes défavorables à l'action publique. La nature ayant horreur du vide, d'autres acteurs vont essayer d'occuper la place que l'État peine à combler.

Au Nord, les grands groupes financiers prennent les commandes du pouvoir politique et les dirigeants publics sont l'émanation des détenteurs du pouvoir économique, dans la mesure où les campagnes électorales coûtent excessivement cher. Des géants de la finance fabriquent des dirigeants politiques, s'ils ne prennent pas carrément eux-mêmes les commandes politiques. Par exemple, on constate que le cartel pétrolier (comme on disait le cartel de la drogue pour l'Amérique latine) a fait des pieds et des mains pour imposer les acteurs politiques de l'Administration Bush.

Au Sud, les ONG du Nord tentent de remplacer les États. Une partie des fonctions régaliennes de l'État leur est transférée. La coopération classique d'État à État est vilipendée et se dote

d'une nouvelle sémantique : la coopération indirecte. Il s'agit de zapper l'État pour atteindre la population sous sa souveraineté à travers les ONG des pays donateurs. On assiste alors à une hypertrophie de l'humanitaire même en l'absence de guerre. De conjoncturelle par nature (expéditionnaire), l'assistance humanitaire devient structurelle (concentrationnaire).

La guerre en Irak va révéler un phénomène inédit : la privatisation d'une partie des opérations militaires ; des mercenaires, des groupes paramilitaires à cheval entre milices privées et gangs de tueurs à gages, sont utilisés par les armées officielles comme forces d'appui.

De plus en plus, on a entendu des appels stridents à la disqualification des projets collectifs de l'État. Plusieurs théoriciens du postmodernisme épiloquent sur la désétatisation de la scène internationale. L'État n'était plus crédible, à leurs yeux, pour agir sur une scène globalisée dont la dérégulation tendait à être la règle. La déréglementation des mouvements de capitaux fut affublée du sobriquet non moins pompeux de « Big Bang » de la City en 1986. Le thatchérisme était à son apogée. La reaganomie en avait assuré le relais pour réduire l'État à sa plus simple expression.

Sur ces entrefaites, déboule en 1989 le Consensus de Washington de Williamson en guise de bible de l'ultralibéralisme. Le Trésor américain, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale se mettaient d'accord sur le décalogue de Williamson pour imprimer un rythme néolibéral à l'économie mondiale sous le prisme de l'École de Chicago.

Plusieurs crises vont montrer les défaillances du moteur néolibéral qu'on s'évertuait à inoculer à la mondialisation.

En 1987, le 19 octobre, la crise boursière démarre à Wall Street. En juillet 1997, la crise asiatique explose. Elle est suivie de la quasi-faillite de la Russie en 1998. En 2001, une autre crise boursière sévit aux États-Unis. La bulle informatique explose et les valeurs informatiques dégringolent en entraînant la faillite de plusieurs sociétés (les gazelles des valeurs numériques surtout).

Le président de la FED, Alan Greenspan, élabore une stratégie de relance en prônant le faible taux d'intérêt (1%). C'est le lancement de la politique expansive et du crédit facile. Les attentats du 11 septembre 2001 fournissent l'occasion aux autorités américaines d'inciter les banques à prêter à tour de bras. Il s'agit aussi d'atténuer l'impact psychologique sur les Américains dont le moral avait été mis à mal par la fragilité du système de protection des citoyens.

La bulle immobilière enfle avec les crédits *subprimes*, car les banques ou d'autres institutions non bancaires les consentent sans regard rigoureux sur les capacités de remboursement des débiteurs. Il s'agit en fait de crédits qu'on appellera NINJA (No Income, No Job, No Asset : pas de revenu, pas d'emploi, pas d'actif).

Mais avant tout cela, sur la scène internationale, plusieurs bouleversements transforment la configuration des forces en présence. La Chine a commencé depuis 1978, sous la férule de Deng Xiaoping, une évolution (en fait une révolution en douceur) à la hussarde avec une croissance à deux chiffres. Son taux d'épargne est record. Les coûts du travail y sont faibles. Elle profite de délocalisations de sociétés capitalistes (américaines, européennes et surtout japonaises). Elle devient l'atelier du

monde. Son large marché intérieur attire les capitaux étrangers. C'est la ruée du monde vers la Chine. En trente ans, elle rejoint, puis dépasse, plusieurs États du peloton de tête de l'économie internationale. Elle retrouve sa souveraineté sur Hong Kong en 1997 (à l'issue du bail de 100 ans accordé à l'Angleterre) et Macao en 1999.

Par le truchement de Hong Kong (à qui elle garantit la continuation du système capitaliste) et Schenzen (sa zone franche capitaliste en face de Hong Kong), la Chine absorbe des capitaux gigantesques. Elle dégage d'énormes excédents et investit dans les fonds souverains et les bonds du Trésor des États-Unis.

Son entrée à l'Organisation mondiale du commerce crée presque la panique. Elle déverse sa production dans plusieurs sphères de l'économie mondiale. La tendance baissière des produits chinois envoie au chômage de nombreux citoyens du monde libéral. C'est le monde à l'envers. Les appels au protectionnisme et au *dumping* contre la Chine dominent les débats politiques en Occident.

La situation est tout à fait aux antipodes pour les pays les plus pauvres. Au sortir du deuxième choc pétrolier, la crise de l'endettement voit plusieurs défauts de paiement s'annoncer dans ce qu'on appelait encore le Tiers Monde. Alors que le Mexique, puis l'Argentine et le Brésil déclarent en 1982 leur incapacité à faire face au service de la dette, les autres pays endettés d'Afrique et d'Asie passent sur le grill des politiques d'ajustement structurel. Il s'agit d'une série de mesures fondées sur la philosophie monétariste. Elles s'efforcent, en véritables cures d'amaigrissement, d'adapt-

ter les économies attardées à suivre les standards du marché mondial. Cette ouverture forcée au monde se fait au détriment des secteurs sociaux. La pauvreté s'aggrave et les États considérés comme obèses auparavant ne peuvent plus accomplir leurs rôles régaliens. La soutenabilité de leurs dettes est telle que pour tout nouveau flux de capitaux, un accord avec le Fonds monétaire international est indispensable. Cet accord est soumis aux conditionnalités des politiques d'ajustement structurel qui imposent des sacrifices indicibles aux populations pauvres. Presque partout où elles sont appliquées, les mesures d'ajustement structurel ne parviennent pas à améliorer la situation des pays soumis à la diète. La libéralisation tous azimuts a fini d'exténuer les économies fragilisées et les a laissées exsangues. L'austérité budgétaire et monétaire réduisait la marge de manœuvre de l'État et partant, avait perdu aux yeux des populations toute légitimité.

À la chute du Mur de Berlin, les États occidentaux trouvent trop lourde la charge de porter à bout de bras leurs satellites du Tiers Monde. Les regards sont tournés vers l'intégration de l'Europe de l'Est dans l'orbite européenne et celui de l'OTAN. La Russie reste le rescapé du démembrement de l'Union soviétique. Elle est tenue à carreau et se soumet aux diktats de la finance internationale jusqu'à frôler l'asphyxie en 1998.

Les États d'Afrique perdent de leur pondération géopolitique et les zones d'influence y sont passées de mode. À la Conférence des chefs d'État d'Afrique et de France, tenue à la Baule en 1990, François Mitterrand le signifie aux chefs d'État africains : le vent de l'Est, celui de la perestroïka, n'allait pas épargner l'Afrique. On en revient au slogan du

cartiérisme de 1960 : « La Corrèze avant le Zambèze. »

À la crise de l'endettement et son cortège de mesures de libéralisation forcée, s'ajoutent dorénavant la conditionnalité politique (démocratisation) et le triomphe du droit de l'homme.

De nouveaux axes de l'après-bipolarité se dessinent. Abandonnée à son triste sort, l'Afrique va plonger dans les ténèbres des guerres. Deux décennies durant, les Africains vont s'entretuer au moment même où le monde négocie l'avènement d'un nouvel ordre.

Mais ce lâchage en règle a quelque chose de bénéfique. Les États africains s'efforcent de se prendre en charge. Malgré les guerres, les solutions n'ignorent plus les dynamiques africaines. Dans la foulée, l'Union africaine vient remplacer l'Organisation de l'Unité africaine. Elle se dote de structures d'intervention et de pacification dans les États membres. Le jugement des pairs est admis entre chefs d'État africains. Des puissances régionales interviennent pour régler les conflits internes aux États (Afrique du Sud, Nigeria, Angola). La diplomatie n'est pas en reste : l'activisme d'un Bongo, d'un Mbeki ou d'un Sassou Nguesso par exemple, le Comité des sages constitué d'anciens chefs d'État permettent de renouer les fils du dialogue entre protagonistes nationaux.

Le nouvel ordre passera par d'autres guerres qui impliqueront les grandes puissances (en Irak, en Afghanistan, en Tchétchénie, etc.).

Les États-Unis sortent financièrement exsangues de ces confrontations armées. Leur endettement est colossal. Les déficits publics s'y installent durablement. Ils connaissent plusieurs crises. La bulle de l'immobilier y éclate déjà

(10 milliards de dollars) en 1990-1991 et conduit à la récession. En 2002, les nouvelles économiques sont catastrophiques : 2 000 milliards s'évaporent en bourse, l'indice Dow Jones des technologies de la communication chute de 86 %, des dépôts de bilan de toutes parts. Vingt-trois compagnies en faillite, dont World Com, la plus grande banqueroute de tous les temps ; sur le marché du téléphone, Covad, Focal Communications, Mc Leod, Northpoint et WinStar, tous coulés...¹ Sans oublier les chutes célèbres d'Enron et d'Arthur Andersen.

Deux thérapeutiques sont en vogue à l'époque : l'austérité pour les pays pauvres de la planète, la relance keynésienne dans les économies asiatiques. Aux uns, le modèle impérial Banque mondiale-Fonds monétaire international, aux autres, le modèle expansionniste en Asie du Sud-Est et d'Extrême-Orient. L'économie réelle semble être transférée vers l'Asie et l'Occident se régale de la « nouvelle économie » des services et des idées. Les biens lui viennent d'Asie. Ses usines ferment et les hauts fourneaux relèvent du souvenir. Cette configuration renforce l'axe Asie-Afrique (cette dernière fournissant les matières premières nécessaires à l'industrie de la première). L'Amérique latine profite de la même aubaine. Les pays émergents vont provenir de cette nouvelle distribution des rôles. Les délocalisations profitent aux nouveaux eldorados et les acquisitions dans l'économie secondaire, l'industrie, tâche poussiéreuse, sont laissées aux mains de ceux qui sont encore fascinés par la puissance de l'acier et du béton.

À l'instar des producteurs de pétrole qui avaient bénéficié des chocs pétroliers, les nouvelles puissances économiques se constituent des fonds souverains. Ceux-ci vont s'investir dans la boulimie d'argent des pays développés. À travers des bons du trésor et des obligations, voire des actions, les économies occidentales sont ainsi rachetées morceau après morceau. Les encaisses additionnelles viennent renflouer une épargne de plus en plus forte alors que leur propension à consommer est encore faible. Les excédents ainsi engrangés contrastent avec les dettes publiques et privées accumulées dans les économies développées. L'industrie ayant choisi les coûts de travail réduits de l'Asie et les économies développées ne s'étant pas rapidement converties en d'autres domaines, elles connaissent des taux de chômage record. De plus, elles ont des balances commerciales déficitaires vis-à-vis de l'Asie. Ce continent regroupe une formidable armada économique : le pétrole du Moyen-Orient, le gaz de l'Asie Mineure et des anciennes républiques soviétiques d'Asie, les excédents financiers des dragons et tigres, la production concentrée en Inde et en Chine, sans compter des marchés intérieurs de taille éléphantinesque, notamment grâce à une abondante démographie.

Les réserves de change accumulées par l'Asie viennent s'ajouter au surcroît d'épargne dans les pays émergents face à l'insuffisance d'épargne en Europe et aux États-Unis. Les transferts de biens sont plus abondants dans le sens Asie-autres destinations. En échange, la production plus spécialisée (aviation, centrales nucléaires, technologies sophistiquées...) s'exporte vers l'Asie. L'immobilier et le trafic maritime, les ports et les aéroports y battent tous les records d'affluence.

¹ Stiglitz J., *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Fayard, 2003, p. 178.

Entre-temps, les États-Unis sont en butte à deux effroyables guerres qui obèrent leurs finances publiques. Pour la seule guerre en Irak, Joseph Stiglitz calcule qu'elle aura coûté, jusqu'en 2007, plus de 3 000 milliards de dollars. *L'overstretching* de l'hégémon que condamnait Paul Kennedy¹ semble entraîner les États-Unis vers une incapacité à tenir leur rôle suite à un excès d'engagements à travers le monde sans moyens conséquents.

AUX ORIGINES DE LA CRISE

Le monde en était là lorsque survint la crise dite des *subprimes*. Sur le plan strictement économique, on peut s'interroger sur la façon dont on en est arrivé là. Quelles conséquences sur l'évolution du système international et quelles voies de sortie pourraient être envisagées ?

Les avis divergent sur l'origine exacte de la crise actuelle dont les *subprimes* ont été des révélateurs. Pour les uns, la crise était déjà présente dans la révolution libérale dont le *big bang* a été provoqué par Richard Nixon le 15 août 1971² : unilatéralement, les États-Unis ont décidé d'abandonner le système de change fixe pour un système de change flottant. Ils proclament l'inconvertibilité du dollar en or. La monnaie devient une marchandise comme une autre.

Il y aura ensuite des bouleversements technologiques qui nourriront la dérégulation.

Pour Ignacio Ramonet aussi³ tout a commencé le 15 août 1971. C'est tout le système mis en place à Bretton Woods en 1944 qui s'effondre. C'est aussi l'acte de naissance de ce qu'il faut appeler le « nouveau capitalisme », car il rétablit la liberté de manœuvre monétaire de Washington, ouvre la voie aux mesures radicales de dérégulation financière et va permettre l'essor de la mondialisation néolibérale.

Pour beaucoup de commentateurs, note Jérôme Sgard⁴, la récente crise financière trouve son origine dans l'évolution de la science économique depuis les années 1970. Bien sûr, l'appétit du gain, les comportements mimétiques ou la défaillance des régulateurs ont joué un rôle direct.

Pour Nicolas Crespelle⁵, la crise financière est la conséquence d'une double cécité : celle de la Banque centrale américaine qui n'a pas vu, ou plutôt qui n'a pas tenu compte, avec la poursuite de sa politique d'argent bon marché, de la formation de la bulle spéculative sur l'immobilier. Et celle des autres régulateurs, qui ont laissé Wall Street développer hors de leur contrôle toute une série de nouveaux produits financiers, des produits dérivés, dont le dénominateur commun était de prétendre supprimer le risque en le dispersant et en le morcelant.

Michel Aglietta suggère de partir d'un autre point pour comprendre comment s'est déclenchée la crise financière mondiale⁶. Pour lui, il faut opérer

1 Kennedy P., *Le Déclin des grandes puissances*.

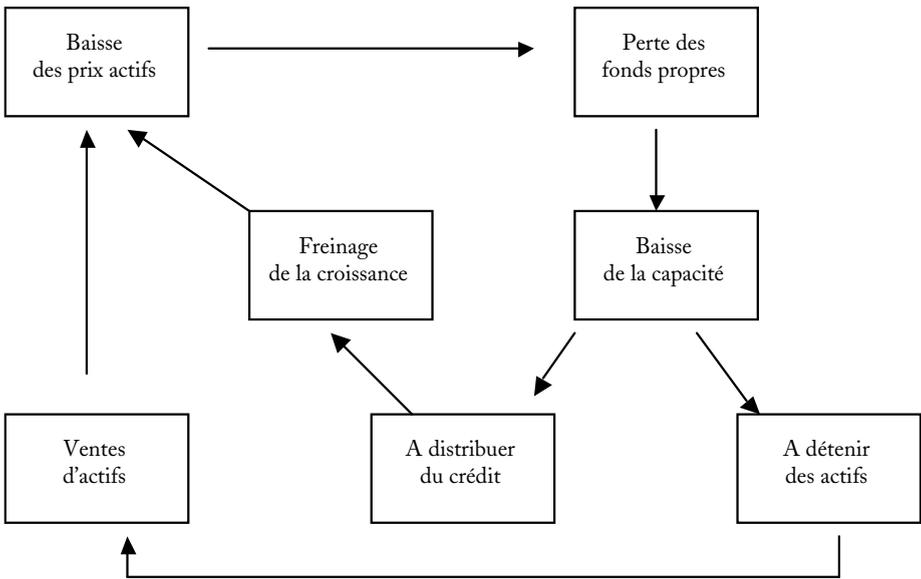
2 Quatrepoint J.-M., *op. cit.*, p. 34.

3 Ramonet I., *op. cit.*, p. 33.

4 Sgard J., « La crise, les économistes et le prix Nobel d'Elinor Ostrom », in *Esprit*, novembre, 2009, p. 107 - 117.

5 Crespelle N., *La crise en question*, Paris, Eyrolles, 2009, p. 4.

6 Aglietta M., *La crise, op. cit.*, p. 33 et 34.



PIB mondial en 2040

	Population (millions)	% du total	PIB (en milliards de dollars 2000)	% total
États-Unis	392	5	41944	14
Union européenne	376	4	15040	5
Inde	1522	17	36528	12
Chine	1455	17	123675	40
Japon	108	1	5292	2
Autres États émergents d'Asie	516	6	35604	12
Sous-total	4369	50	258083	85
Reste du monde	4332	50	49774	16
Monde	8701	100	307857	100

Source : R. W. Fogel, *Capitalism and Democracy in 2040*, Deadalus, 2007.

un retour en arrière et revenir à la crise asiatique. Celle-ci a éclaté en Asie du Sud-Est en juillet 1997. Elle fut suscitée par le processus habituel de la croissance excessive de l'endettement, aggravée par le fait que les banques locales empruntaient à court terme en dollars et finançaient la spéculation immobilière et le surinvestissement industriel en monnaies locales. Cette crise a provoqué de profonds changements dans le régime de croissance des pays qui l'avaient subie : changeant de modèle économique, ils sont passés d'une croissance tirée par la demande intérieure à une croissance tirée par les exportations. Forts désormais d'un excédent extérieur et d'une épargne plus importante que l'investissement interne, ils sont devenus exportateurs de capitaux, conclut Aglietta.

À en croire Anton Brender et Florence Pisani¹, des nouveaux dispositifs et des enchaînements ont conduit à la première crise de la finance globalisée. Cette crise révèle la faillite d'une idéologie qui a poussé les autorités à délaisser leur fonction de régulation et de surveillance.

Fustigeant l'argument facile qui consiste à dire que l'autorégulation, en matière financière, a toutes les chances de ramener l'ordre, Patrick Artus et Olivier Pastré² identifient « les véritables causes de la crise, qui sont au nombre de cinq » :

- Un modèle de croissance dangereux : dans beaucoup de pays développés, la croissance a évolué au cours des années 1980 vers un modèle bipolaire :

d'un côté des services sophistiqués (finance, technologies de l'information...), de l'autre des services à vocation domestique utilisant surtout de l'emploi peu qualifié (construction, distribution, services aux particuliers, transports, loisirs...).

- Une rentabilité exigée du capital anormalement élevée et une baisse de l'investissement.

- Une absence de contrôle de la liquidité mondiale : depuis le début de la crise, la création monétaire mondiale s'explique par les politiques monétaires très expansionnistes mises en œuvre aux États-Unis et en Europe. Jusqu'à 2007, elle venait d'un mécanisme différent : l'accumulation de réserves de change dans les pays émergents d'Asie, au Japon et dans les pays producteurs de pétrole.

- Un caractère procyclique des normes de la finance internationale.

- Un mépris témoigné aux pays émergents : avant, le G8 se comportait en « directoire de la mondialisation » en laissant à sa porte le Tiers Monde. Les pays émergents, au premier rang desquels figurent les désormais célèbres BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ont renversé la tendance. Le tableau page 27 illustre mieux le changement.

John Taylor, professeur à l'université de Stanford et ancien sous-secrétaire au Trésor de l'Administration Bush développe une autre thèse dans son manifeste « Comment l'action du gouvernement et ses interventions ont causé, prolongé et aggravé la crise financière ? ». Pour lui³, l'origine du mal serait une politique absurde du logement qui a cherché à étendre la propriété immobilière à des

1 Brender A. et Pisani F., *La crise de la finance globalisée*, Paris, La Découverte, 2009, p. 3 et 4.

2 Artus P. et Pastré O., *Sorties de crise*, Paris, Perrin, 2009, p. 85 et suivantes.

3 Cité par Dockes P. et Lorenzi J.-H., *Fin de monde ou sortie de crise ?*, Paris, Perrin, 2009, p. 86 - 87.

catégories défavorisées, en particulier à des minorités ethniques, et le choix de mener cette politique non pas au fil de décisions budgétaires ou fiscales mais en manipulant le système de crédits, en utilisant le pouvoir réglementaire pour « forcer » les institutions financières à abaisser leurs standards de prêts et à accorder des crédits au-delà de ce qu'elles auraient fait sinon. Il cite deux mesures : la CRA (Community Reinvestment Act) de 1977 et la mission confiée après-guerre aux institutions de refinancement des crédits immobiliers, Fannie Mae et Freddie Mac. Il souligne également le rôle d'une directive du département du Logement en 1994 sous l'Administration Clinton.

Pourtant, on peut argumenter en mettant en cause plutôt l'Administration Bush dont le contexte idéologique ne permettait pas d'imposer des régulations efficaces. Mieux, depuis 2001, date à laquelle la Réserve fédérale américaine, pour éviter une crise économique à la suite des attentats du 11 Septembre, a largement ouvert les vannes du crédit grâce à une politique de taux bas, une bulle s'est formée sur le marché immobilier américain¹. Le moral au plus bas au lendemain du 11 Septembre avait amené les autorités à maintenir la confiance des ménages à travers les *subprimes*. « Des jeux et du pain » disaient les Romains pour faire oublier les soucis populaires.

Pour George Soros², la crise a été lente à venir, mais elle aurait pu être anticipée plusieurs années plus tôt. Elle trouve son origine dans l'éclatement de la bulle Internet à la fin de 2000. La

FED y avait répondu en ramenant le taux des fonds fédéraux de 6,5 % à 3,5 %. L'attaque du 11 Septembre 2001 a encouragé la FED dans ses taux bas jusqu'à atteindre 1 % en juillet 2003. En réalité, le taux d'intérêt réel (corrige de l'inflation) à court terme a été négatif.

D'autres arguments renvoient dos à dos les banquiers et les pouvoirs dans les raisons du déclenchement de la crise. C'est l'option défendue par Matthieu Pigasse et Gilles Finchelstein³ dans leur métaphore d'un monde en feu : voilà l'image qui reste de cette première crise mondialisée. Voilà l'image qui reste de la première crise de l'histoire qui trouve son origine dans un excès de « générosité » des banques qui ont prêté à des ménages de plus en plus insolvable. Ils ajoutent que les pouvoirs publics portent eux aussi une lourde responsabilité. Une série de griefs leur incombent : ils ont encouragé, ou mené, des politiques économiques qui faisaient de l'endettement le moteur de la croissance. Ils ont contribué à la déréglementation et, pis encore, à l'édiction de normes qui, telles les normes comptables, ont amplifié la crise. Ils ont failli dans leur mission de contrôle, encourageant même des pratiques, telles que la titrisation, qui ont constitué le terreau de la crise.

C'est ainsi que Paul Washer⁴ considère que nous vivons en réalité une « crise de l'étatisme » et non une crise de l'économie de marché. En effet, si les crédits hypothécaires – donc les dettes de clients – étaient restés à l'ac-

1 Crespelle N., *op. cit.*, p. 19.

2 Soros G., *op. cit.*, p. 19.

3 Pigasse M. et Finchelstein G., *Lg Monde d'après. Les conséquences d'une crise sans précédent*, Paris, Hachette Littératures, 2009, p. 14-15.

4 Washer P., *Secret Finance, le grand krach*, Bruxelles, Genèse, 2009, p. 45.

tif des banques, les États-Unis auraient connu une crise immobilière grave – et peut-être aussi l'Espagne et la Grande-Bretagne – qui aurait eu une incidence indirecte et progressive sur les autres économies nationales, due au ralentissement de la consommation dans ces pays, mais pas une grande récession touchant le monde entier. Mais les banques américaines ont cru se débarrasser du risque hypothécaire en titrisant leurs prêts et en les vendant dans le monde entier sous forme de papier commercial très mal défini.

Éric Laurent¹ est convaincu qu'il faut remonter vingt-cinq ans en arrière pour comprendre les origines de la crise qui a éclaté à Wall Street en 2008. Elle est à rechercher à cinq mille kilomètres de New York, dans la Silicon Valley, cette pointe extrême du capitalisme située à 60 kilomètres de San Francisco. Il va y naître deux convictions qui se répandront à travers les États-Unis et se transformeront en dogmes, créant des dommages irréparables : 1. Le culte de la toute-puissance informatique et celui de la vitesse qui vont aboutir à la création de modèles mathématiques pour la finance. 2. L'indispensable abandon des industries traditionnelles.

Par la suite, et plus exactement le 12 novembre 1999, Bill Clinton effacera l'amendement Glass Steagall, une survivance du New Deal de Roosevelt. En effet, en signant le Financial Services Modernization Act, il autorisait désormais la concurrence entre les banques de dépôts, banques d'investissement et compagnies d'assurances. « Elle favorise les surenchères et les excès qui débou-

cheront neuf ans plus tard sur la crise actuelle. »

Une troisième source de cette crise, pour Éric Laurent, se situe en 1983, lorsque Robert Rubin, qui sera par la suite secrétaire au Trésor de Bill Clinton, effectua un voyage à Cambridge, au siège du MIT. Il y engagea Fischer Black qui, depuis dix ans, avec deux collègues, Myron Scholes et Robert Merton, élaborait une théorie révolutionnaire pour le monde de la finance. Ils expliquaient comment utiliser des actions pour calculer la valeur des « dérivés », ces instruments financiers qui sécurisent la circulation de l'épargne en permettant de s'assurer contre les risques de mouvements de valeur d'un actif.

On pourrait même aller jusqu'à citer Benoît Mandelbrot, inventeur de la théorie des fractales et de la géométrie financière. Car c'est cette théorie, expérimentée notamment chez IBM, qui à l'avantage de mieux prédire la survenue des variations extrêmes. Par conséquent, Mandelbrot a été particulièrement critique sur la théorie de Merton, Black et Scholes. Face aux turbulences financières, celle-ci n'était pas en mesure de prendre en compte les changements de prix instantanés et les informations essentielles. Ce qui a pour effet de fausser les moyennes. La suite des événements semble lui donner raison.

Nicolas Baverez² est plus révolutionnaire sur la question : « Autant qu'une crise, il s'agit d'une révolution. » Et il développe une argumentation étayée par l'histoire : Révolution économique avec la fin du cycle néolibéral de la mondialisation qui débuta à la fin des années 1970

1 Laurent E., *La face cachée des banques*, Paris, Plon, 2009, p. 48.

2 Baverez N., *Après le déluge. La grande crise de la mondialisation*, Paris, Perrin, 2009, p. 11-12.

et fut placé sous le signe du retrait de l'État et de la déréglementation, de l'ouverture des frontières, de l'innovation financière et du primat de la politique monétaire. Révolution géopolitique avec le bouleversement de la hiérarchie des nations et des continents, marqué par le déclin relatif des pays développés, y compris des États-Unis, et l'ascension des nouvelles superpuissances du Sud rangées derrière la bannière chinoise. Révolution politique avec le défi d'imaginer des institutions et des règles pour la mondialisation sur fond d'emballage de tentations protectionnistes et d'exacerbation des nationalismes. Révolution intellectuelle et idéologique avec la déconfiture du néoconservatisme et l'effondrement du mythe de l'autorégulation des marchés...

Une telle rafale de révolutions devrait en principe conduire à considérer que la crise est globale et systémique. Elle ne pourra donc pas être assimilable à une crise ou une autre qu'à déjà connue le capitalisme dans ses pérégrinations scabreuses. La crise actuelle, écrit Soros, n'est pas comparable à celles qui affectent périodiquement tel ou tel segment du système financier depuis les années 1980 : la crise financière internationale en 1982, la crise des caisses d'épargne aux États-Unis en 1986, la débâcle de l'assurance de portefeuille en 1987, la faillite de Kidder Peabody en 1994, la crise des marchés émergents en 1997, la faillite de LCTM en 1998, la bulle technologique en 2000. « Elle n'est pas limitée à telle ou telle société ni à tel ou tel segment du système financier ; elle a conduit le système tout entier au bord de la rupture. »¹

Sur les mêmes bases, Nicolas Bavarez met en garde contre les erreurs de diagnostic : « Il est vital de ne pas se tromper sur la nature de l'événement². » Car, en effet, il ne s'agit pas d'une crise de liquidité mais d'une crise complexe, affectant l'immobilier, le crédit, le système financier, la croissance, l'emploi. Il ne s'agit pas d'une crise américaine, mais d'une crise mondiale, la première du capitalisme universel. Il ne s'agit pas d'une crise financière mais d'une grande crise économique qui remet en question la norme du capitalisme tel qu'il s'est développé depuis trois décennies. Il ne s'agit pas simplement d'un effondrement du crédit mais de l'écoulement d'un mode d'organisation des échanges mondiaux. Il ne s'agit pas uniquement d'un choc économique mais d'un bouleversement stratégique qui modifiera le système géopolitique et la hiérarchie des puissances du XXI^e siècle. Et la conclusion coule de sources : « Il ne s'agit pas d'un accident mais d'une rupture historique. »

La conception crescendo des cercles concentriques montre bien les liens systémiques entre les différentes composantes du milieu international. Les causalités en chaîne appellent une plus grande porosité entre les sciences humaines pour enrichir la compréhension d'un phénomène. Aucun secteur n'étant épargné dans le chambardement, il sied de s'interroger sur les capacités d'instruments anciens à permettre une bonne lecture des événements. Le changement de paradigme s'impose. Des approches de plus en plus globalisantes seront nécessaires pour appréhender des phénomènes de plus en plus complexes et dont la vitesse d'occurrence s'accélère ainsi

¹ Soros G., *op. cit.*, p. 123.

² Bavarez N., *op. cit.*, p. 123.

que leur connexion au sein du système international.

La crise des *subprimes* a démontré qu'elle était un révélateur et un catalyseur d'une crise financière et bancaire majeure. Néanmoins, on peut relever que, si la dimension financière et bancaire n'est pas l'unique aspect de cette crise majeure, il est clair que la crise, en frappant la finance, a atteint le cœur du capitalisme et ne pouvait que devenir systémique, comme le démontre Jean-Paul Pollin¹. La crise est globale. Mais les cercles des économistes ne retiennent que deux sens du mot : elle affecte tous les secteurs, toutes les dimensions de l'économie, elle se développe immédiatement à l'échelle de la planète.

Christian Stoffaës permet d'approfondir le débat². Il se demande s'il serait opératoire de savoir si la crise était conjoncturelle – une fluctuation cyclique un peu plus prononcée que d'autres, après quoi tout repartirait comme avant, ainsi que le monde s'était sorti sans difficulté majeure de l'éclatement de la « bulle Internet », de la « crise asiatique », de la « crise russe » – ou bien structurelle – une rupture fondamentale du régime de croissance, la fin d'un monde, un bouleversement des structures industrielles familières, de la hiérarchie des nations, des idéologies politiques.

Pour lui, il s'agit des deux en réalité. Cela n'est pas contradictoire. Mais la rupture s'impose de plus en plus dans la structure du directoire de la mondialisation : de G8, on passe au G20 voire au G2. C'est révolutionnaire. Autant que l'est la

position privilégiée de la Chine qui tire plus de la mondialisation que tout autre État. C'est aussi révolutionnaire, le G20, au point d'inquiéter Jacques Attali qui écrit³ que remplacer le G8 par le G20 est une défaite pour l'Europe. Le G20 lui paraît problématique : 27 chefs d'État, ordre du jour impossible, discussions impossibles dans un temps si court, points de vue si différents qu'aucun consensus n'est possible, sans représentation de l'Afrique subsaharienne (alors que l'Afrique du Sud y est invitée)...L'Europe y est formidablement affaiblie par rapport à son poids dans le G7 et dans le G8.

À la fin, les décisions s'y prennent en faveur du G2 (États-Unis et Chine) : exclusion de la liste de leurs paradis fiscaux à la réunion de Londres et prise sur la seule Europe des quotas du FMI nécessaires à l'Inde et à la Chine à la réunion de Pittsburgh.

La question que se pose le cercle des économistes (fin de monde ou sortie de crise ?) n'appelle pas une réponse tranchée. Il faut éviter le manichéisme. Des ingrédients de chaque registre (sortie de crise ou fin de monde) s'entremêlent. Des changements postcrise, assurément ; mais l'ampleur fera qu'il s'agira et de la sortie de crise et de la fin d'un certain système en décalage avec la réalité que générera la crise actuelle.

Le centre de gravité de l'économie et de la finance se déplace vers l'Asie qui cumule les positions stratégiques suivantes : le pétrole du Moyen-Orient, la finance et l'industrie sino-indienne. Il faut y ajouter les succès économiques de l'Indonésie, de Hong Kong, de Singa-

¹ Pollin J. P., « Système bancaire: rupture ou continuité ? », in Dockes P. et Lorenzi J. H., *op. cit.*, p. 135-154.

² Stoffaës C., « Quel diagnostic pour quelle crise ? », *idem*, p. 170-195.

³ Sur son blog du dimanche 27 septembre 2009.

Big Budget Expenditure	Cost	Inflation Adjusted Cost
Marshall Plan	\$ 12.7 billions	\$ 115.3 billions
Louisiana Purchase	\$ 15.7 billions	\$ 217 billions
Race to the Moon	\$ 36.4 billions	\$ 237 billions
S & L Crisis	\$ 153 billions	\$ 256 billions
Korean War	\$ 54 billions	\$ 454 billions
The New Deal	\$ 32 billions (estimé)	\$ 500 billions
Gulf War II/Invasion of Irak	\$ 551 billions	\$ 597 billions
Vietnam War	\$ 111 billions	\$ 698 billions
NASA	\$ 416,7 billions	\$ 851.2 billions
Total		\$ 3.92 trillions

pour, de la Corée du Sud, du Japon, du Vietnam, etc.

La crise, ayant provoqué un *credit crunch* (un assèchement des crédits)¹, aura des effets inattendus sur la géopolitique Afrique-Asie. En effet, face au reflux euro-américain et aux déficits criants en Occident, l'Afrique recevra de moins en moins de fonds en provenance d'Europe et d'Amérique. Au contraire, pour maintenir la croissance mondiale, l'Asie est poussée à maintenir sa consommation. Celle-ci s'entend aussi de ses besoins gargantuesques de matières premières africaines. L'Afrique ayant aussi opté pour une relance keynésienne basée sur les grands travaux d'infrastructure, les pays d'Asie y investiront davantage. L'axe Afrique-Asie est donc appelé à se consolider davantage.

En 2005, le géant de l'industrie minière Lukas Lundin avait accompli un voyage à moto du Caire au Cap Town (en Afrique du Sud). En cinq semaines, il avait parcouru les 8 000 miles en traversant 10 pays. Il fut surpris par l'état

pas trop délabré des routes africaines, contrairement à ses idées préconçues. Les compagnies chinoises étaient passées par là.

En 2006, la Chine promet, à la Conférence sino-africaine de Beijing, une nouvelle ère de coopération. La même année, la Chine signe des contrats commerciaux d'environ 60 milliards de dollars. Depuis, les investissements directs de la Chine ont sensiblement augmenté. En 2007, la Banque commerciale et industrielle de Chine, la plus grande banque de dépôt du monde, avait acquis le cinquième du capital de la banque sud-africaine Standard Bank. En 2006, l'Angola avait temporairement déclassé l'Arabie Saoudite comme premier fournisseur de la Chine en énergie pétrolière. La Chine a promis une assistance de 10 milliards de dollars aux pays africains à la Conférence sino-africaine du Caire. Elle s'est également engagée à supprimer 60 % du tarif de ses exportations vers l'Afrique et à renoncer à exiger le remboursement des crédits alloués à certains pays africains.

En 2008, le commerce entre la Chine et l'Afrique a crû de 45 %, atteignant 107 milliards de dollars.

Les efforts asiatiques en Afrique se concentrent sur les infrastructures. Or,

¹ *Credit crunch*, selon l'acception de Graham Turner (*a sudden downturn in lending precipitated by distress at financial institutions*), *The credit crunch. Housing bubbles. Globalization and the Worldwide Economic Crisis*, London, Pluto Press, 2008.

on en connaît l'effet multiplicateur. La Chine, par exemple, construit sa relation avec l'Afrique sur l'échange et privilégie les liens d'État à État. Cette approche réhabilite le substrat matériel des pays et participe à crédibiliser les États aux yeux de leurs populations. Le président de la Banque mondiale négocie avec la Chine pour la mise en place de petites et moyennes manufactures en Afrique pour y réduire le chômage.

Les critiques contre les investissements chinois de la part des Occidentaux quant à leur négligence de la donne démocratique ne tiennent pas la route. D'abord, la Chine elle-même, au regard des critères européens, n'est pas une démocratie. Mais cela n'empêche pas les sociétés occidentales d'y investir massivement et d'accueillir avec un enthousiasme débordant les commandes chinoises (centrales nucléaires, Airbus, TGV, etc.).

Les Occidentaux ont soutenu des décennies durant des dictatures parmi les plus sanguinaires d'Afrique. Les récentes critiques contre les régimes africains relèvent de l'hypocrisie au moment où le vent de la démocratie souffle sur l'Afrique et beaucoup d'autorités, si pas la quasi-majorité, y sont élues. Commercer avec la Chine devrait donc être compris à l'écart des considérations idéologiques. La Chine est aussi capitaliste qu'un autre État de tradition libérale.

David Pilling, réaliste sur ce point, écrit : « *Much of the criticism of China's influence rings hollow. The West's record on the continent (Africa) is less than exemplary* ».

Le recours aux fonds souverains obligera bientôt les pays occidentaux à s'ac-

commoder du gigantisme économique de l'Asie et de la Chine en particulier. Ils devront se rendre à l'évidence que si l'Asie doit être un des moteurs de la globalisation, elle devra continuer avec sa croissance. Celle-ci n'est possible qu'en accédant aux sources des matières premières dont l'Afrique est l'un des plus gros réservoirs.

Le recyclage des pétrodollars avait abondamment profité aux économies européennes à travers leurs circuits bancaires et boursiers. Aujourd'hui, les investissements asiatiques, à travers les fonds souverains, maintiennent à flot les circuits financiers taraudés par la crise.

Cette situation a conduit à la constitution du G20, modèle des concertations globales sur les autres crises. Paradoxalement, cet élitisme sur les matières financières (il se profilera en symbiose avec l'élitisme nucléaire bientôt) n'est pas de mise dans des secteurs cruciaux comme celui de l'environnement et de la lutte contre le terrorisme ou les épidémies.

Alors que les États se concertent pour éviter le scénario catastrophique de 1929 de l'égoïsme étatique, les banques se craignent et s'évitent pour ne pas hériter des produits toxiques enfouis dans les calculs infinitésimaux des produits dérivés. Cela a donné lieu au *credit crunch*. L'assèchement du marché interbancaire procède d'un manque de confiance. Ce risque de la panne de crédit a failli entraîner l'arrêt des transactions privées. Les taux d'intérêt ont crû jusqu'à 6 % entre les banques (notamment le LIBOR) et à 2 % pour les bons du Trésor. En situation normale, l'écart entre le taux interbancaire et celui des bons du Trésor est de 0,25 % ou 0,5 %.

1 Pilling D., "Africa builds as Beijing scrambles to invest", in *Financial Times*, Thursday December 10 2009.

Les États capitalistes, qui ont toujours abhorré l'aide aux démunis (l'affublant du qualificatif peu élogieux d'assistanat), déversent des tombereaux de milliards de dollars d'aide aux entreprises secouées par la crise ainsi qu'aux banques pourtant fautives. Comme le dit la caricature : « Socialisme pour les riches, capitalisme pour le reste. » Les États-Unis sont devenus une « *bailout nation*¹ ». Dans l'histoire, la spéculation excessive, insensée, cupide, téméraire et imprudente était punie par le marché. Les spéculateurs perdaient leurs capitaux, leur réputation et leur influence. Les deniers migraient vers d'autres opérateurs qui avaient manié modérément le risque. C'était, aux yeux de Barry Ritholtz, la plus grande vertu du capitalisme.

Le système actuel a perdu son mécanisme autocorrecteur, si jamais il en a existé un. L'économiste Allan Meltzer en conclut : « Le capitalisme sans la faillite est la religion sans le péché – cela ne fonctionne pas². »

Dans l'histoire économique, les États-Unis ont eu recours aux versements plantureux de capitaux pour sauver leur économie de la dépression. Mais lors de cette crise, toutes les proportions imaginables ont été dépassées. Il a été versé plus d'argent frais en un seul jet qu'il n'en a été attribué à toutes les crises réunies depuis le plan Marshall (14 000 milliards contre 3 920 milliards). En février 2009, les coûts des *bailouts* avaient dépassé les 14 000 milliards (14 trillions) de dollars. C'est sans précédent dans l'histoire des États-Unis.

Les États se sont présentés en derniers remparts face à la crise, face aux

crises : énergétique (OPEP, Russie, Brésil, Venezuela, Union européenne...), alimentaire (notamment les sommets de la FAO quoique boudés par les pays occidentaux), écologique (Copenhague sur le réchauffement climatique), démographique (PNUD, politique de contrôle des naissances), migratoire (OIM, politique restrictive sur l'immigration), économique (cycle de Doha), financière (G20, *bailouts*, plans de relance...), boursière (efforts de régulation des marchés financiers), bancaire (la France et le Royaume-Uni promettent de taxer de 50% les bonus des banquiers et s'efforcent d'élaborer une régulation nouvelle des banques).

Cet ensemble de phénomènes génère une nouvelle distribution des cartes avec à la clé un nouveau transfert du pouvoir économique vers d'autres pôles.

ET L'AFRIQUE DANS TOUTE CETTE CRISE ?

Alors que le système est mis à plat dans son ensemble, en Afrique, on applique encore la thérapie traditionnelle imposée par le Fonds monétaire international. On l'a vu en République démocratique du Congo où Dominique Strauss-Khan a dû jouer au grand écart pour intégrer les incongruités de son discours. Entre la relance keynésienne des projets chinois et la rigueur monétariste des programmes d'ajustement structurel, ses choix étaient cornéliens.

Alors qu'on devait s'attendre à une restructuration globale de la dette voire à un effacement total de la dette, aucune initiative n'est venue cautionner les efforts des Africains. Les banques occidentales ont bénéficié de *bailouts* de plusieurs centaines de milliards de dol-

¹ Ritholtz B., *Bailout Nation*, New Jersey, Wiley, 2009.

² *Idem*, p. 4.

lars ; alors que la dette africaine, somme toute modeste au vu des capitaux fébriles qui circulent sur les marchés boursiers, n'a fait l'objet d'aucune réunion sérieuse pour son effacement éventuel.

On assiste à une incompatibilité entre le modèle occidental de financement du développement de l'Afrique et celui des pays émergents. Le premier avait généré l'endettement qui obère aujourd'hui les budgets africains. Le second s'investit dans les infrastructures et tire à la hausse la croissance économique de l'Afrique. Face à l'insoutenabilité de la dette, on voit fleurir des crédits concessionnels et de consolidation des interventions étatiques dans le développement.

Les investissements des pôles émergents changent la donne dans l'orbite géopolitique de l'Occident où la périphérie africaine transfère ses quêtes d'outils de développement vers les économies asiatiques : ports (pays arabes), mines (Chine, Inde), pétrole (Chine), armements (ancien bloc soviétique, Chine, Brésil), capitaux frais (Asie), *know-how* (Asie), informatique (Inde, Turquie), équipements (Asie), nouvelles technologies et machines outils (Chine, Inde, Corée du Sud), etc. En plus, l'Asie exerce des pressions baissières sur les produits industriels depuis l'entrée de la Chine à l'OMC.

Les flux migratoires sont aussi des périmètres de paradoxe : les Africains partent de l'Afrique vers l'Europe ; les Asiatiques affluent vers l'Afrique, les Européens qualifiés scrutent les marchés prometteurs d'Asie.

Face à la crise, on constate un autre paradoxe : les pertes des banques sont nationalisées alors que les planteurs gagnent sont privatisés. On voit donc que

Main Street vient à la rescousse de Wall Street.

Le système économique est fondé sur le crédit. Il en ressort qu'on vit sur les moyens qu'on n'a pas, mais qu'on es-compte réaliser. Le paradoxe, c'est que lorsque le débiteur est insolvable, les taux d'intérêt sont exorbitants. L'hypothèque du futur est qu'il est déjà criblé de dettes sans savoir si les revenus seront à la hauteur des engagements actuels. Les rêves d'accès facile à la consommation des masses tournent au cauchemar.

Les *subprimes* ne sont pas seulement vécues en Amérique. Depuis le premier choc pétrolier (1973), on savait que l'excès de crédit avait entraîné un endettement excessif des pays africains. Ne pouvant pas payer le loyer de l'argent emprunté (intérêts), ils se sont vu confisquer leurs avoirs à l'extérieur. Sans considérer le risque pays, on avait prêté tous azimuts. Les défauts de paiements amenèrent au rachat des dettes (odieuses pourtant) par des fonds vau-tours. Les biens acquis par ces crédits furent revendus à vil prix. On était donc dans le droit fil des *subprimes* au niveau international.

L'hypertrophie de la bulle financière a, au moment de son éclatement, créé un reflux de l'économie réelle avec une relative exception dans les puissances émergentes qui ont sauvé le système de la dépression. Les règles de l'OMC leur profitant dorénavant, le protectionnisme émane maintenant des libéraux. Les vieilles économies se trouvent curieusement en décalage avec le libre marché.

Alors que la crise des *subprimes* avait suscité la saisie et la revente des maisons, celle de l'endettement en Afrique

avait provoqué la privatisation à grande échelle des sociétés d'État. Alors que les *subprimes* menaçaient les banques, la crise de la dette en Afrique n'avait menacé aucune banque créditrice d'Europe.

La crise de la dette en Amérique latine (1982) avait nécessité l'intervention énergique des pays développés, celle de l'Asie aussi (1997). Celle de l'Afrique n'entraînait aucune initiative sérieuse pour une solution durable. Une sortie de crise, là aussi, aurait été une injection de capitaux frais et l'allègement des conditions d'emprunt.

La crise des *subprimes* amène à des solutions *sui generis* et révolutionnaires pour certaines d'entre elles. Du 24 au 25 septembre 2009, à Pittsburgh en Pennsylvanie, le G20 s'était réuni pour élaborer un « code de la route » financier. Celui-ci s'était inscrit dans la ligne de la réforme de la gouvernance du FMI (les droits de vote au sein du conseil d'administration pour les pays émergents), la lutte contre les paradis fiscaux, les bonus bancaires, la stratégie de sortie de crise, la demande intérieure par rapport aux excédents commerciaux, les *economics policies*. Le G20 s'y était engagé de jeter les bases d'une croissance « forte, durable et équilibrée », d'une économie verte (arriver à un accord à Copenhague à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques), d'une coordination de la politique économique... Mais, il n'avait pas réussi à mettre en place un mécanisme de taxation des transactions financières au niveau international. Il avait néanmoins promis d'allouer 50 milliards à la réunion de Londres aux pays les plus pauvres (mais il n'en avait trouvé que 25).

CONCLUSION : PLAIDOYER POUR UNE THÉRAPEUTIQUE KEYNÉSIIENNE

Dans la mesure où le moteur économique ne démarrera pas tout seul, avec un coup de baguette magique, l'action de l'État est indispensable. Il incombe aux différents gouvernements de prendre des initiatives pour remettre le bateau à flot. Les méthodes ultraconservatrices de l'École de Chicago doivent être bannies. L'heure est au volontarisme étatique pour soutenir la consommation et permettre l'accès aux crédits. L'intervention de l'État a été salutaire pour sauver tout le système. Malgré tout, la tentation est forte de recourir aux pharmacopées déjà expérimentées dans le passé. Mais comment les appliquer à l'échelle du monde entier, système globalisé et aux caractéristiques inédites ? Il n'y aura pas, cela va de soi, de solutions autres que globales. Aux problèmes globaux, des solutions globales. Mais comment les rendre possibles dans un monde où la crise a frappé le cœur battant du système que constituent les États-Unis ?

L'hégémonie ou l'hyperpuissance, c'est selon, n'ayant plus la plénitude du pouvoir d'inflexion du système, comment garantir une régulation qui sera portée par les puissances émergentes ?

Les pays émergents ne sont pas encore capables de tenir les rennes du pouvoir mondial. Ils sont encore insuffisants dans plusieurs secteurs pour piloter les mutations profondes du système international. Car, répétons-le, cette crise n'est pas qu'économique. Des forces profondes ont charrié des transformations gigantesques dans plusieurs domaines. À la limite, la crise économique apparaît comme un épiphénomène.

On a vu la volonté prudente (« *wary willingness* ») de la Chine pour participer au leadership mondial. Elle s'était certes engagée à coopérer pour régler les problèmes mondiaux, mais elle se refuse à payer le prix d'un leadership partagé. Obama s'était essayé diplomatiquement à infléchir la position chinoise (à travers une « *diplomacy of deference* ») sans beaucoup de succès. Il avait invité la Chine à constituer un comité à deux pour affronter ensemble les problèmes du monde. Aucun autre pays n'a reçu une telle offre. Les États-Unis sont conscients que, sans l'aide de la Chine, la gouvernance hégémonique n'a pas beaucoup de chances de passer.

L'ambassadeur des États-Unis en Chine l'avait clairement exprimé : « Il n'y a réellement que deux pays dans le monde qui peuvent résoudre certains problèmes. » Et Barack Obama avait renchéri : « Nous savons qu'il y a plus à gagner lorsque les grandes puissances coopèrent au lieu de s'affronter [...] Les États-Unis convient la Chine à plus d'efforts pour jouer un plus grand rôle au niveau mondial – un rôle dans lequel une économie croissante s'allie à des responsabilités plus accrues. »

En réalité, l'ascension de la Chine et le changement global dans l'équilibre des forces relèvent de l'évidence et se révèlent chaque jour sur le terrain. Cette nouvelle configuration du pouvoir mondial a préoccupé le président américain qui, réaliste, n'hésite pas à déclarer clairement l'intérêt d'agir en duopole (G₂) avec la Chine dont le poids dans les affaires du monde ne fait plus l'ombre d'un doute.

Sans faire nécessairement référence à la crise économique actuelle, Sébastien Santander¹ souligne que les puissances

émergentes apparaissent comme des acteurs davantage influents et porteurs d'un potentiel de développement économique, capables d'occasionner une transformation fondamentale de l'état du monde et des rapports de forces qui se jouent dans l'arène politique et économique internationale.

Devant la surprise et l'ampleur de la crise, on n'ose pas trop s'avancer dans les propositions de sortie de crise. C'est normal, car la science fait profil bas lorsqu'elle n'a pas aidé à prédire des événements malheureux. Ensuite, des propositions trop inédites risqueraient d'être soupçonnées d'aventurisme ou d'irréflexion. On se plaît donc, faute de mieux, à se cramponner aux modèles et aux idées du passé. Cette tendance est fustigée par Nicolas Baverez², car les modèles et les idées du passé sont caducs. Pour lui, tout retour en arrière est impossible compte tenu de l'ampleur des pertes, de la lenteur du désendettement qui pèsera sur la croissance, de l'envolée des faillites, du chômage et des dettes publiques.

Il est vrai, il faut repenser. Mais un modèle global est difficile à mettre en place dans un contexte où la crise dure encore. Il faut certes commencer à penser et à conceptualiser l'après-crise. Mais il faut commencer par quelque part. D'abord, il sied de considérer le sentiment légitime, même s'il n'est pas partagé par tous, qu'on vit la fin simultanée de quatre cycles historiques d'inégale durée³. Un cycle de quatre cents ans, qui a vu les pays du Nord – Européens d'abord, États-Unis ensuite – dominer

¹ Santander S. (sous la dir.), *L'Émergence de nouvelles puissances*, Paris, Ellipses, 2009, p. 9.

² Baverez N., *op. cit.*, p. 147.

³ Pigasse M. et Finchelstein G., *op. cit.*, p. 207.

le monde au détriment des pays du Sud. Un cycle de cent ans, qui a vu les États-Unis devenir la première puissance, puis l'hyperpuissance du monde. Un cycle de trente ans, qui a vu le libéralisme gagner peu à peu du terrain – y compris, paradoxe ultime, dans la Russie autoritaire ou dans la Chine communiste. Un cycle de vingt ans enfin, qui a vu l'endettement devenir le principal moteur de la croissance. Mathieu Pigasse et Gilles Finchelstein concluent alors : « Tout cela s'achève. »

En intégrant le fait nouveau que constitue la globalisation en vue d'adapter certains aspects des solutions préconisées, on peut recourir au registre keynésien. La négligence du pacte keynésien est en partie responsable de cette crise qui frappe un système qui a laissé libre cours au monétarisme de Milton Friedman et au conservatisme de Hayek. Aujourd'hui, les thuriféraires du consensus de Washington, de guerre lasse, reconnaissent leur retentissant fiasco.

Revenir à Keynes adapté à la mondialisation serait le début du réalisme. Souvent, en cas de récession (comme aux États-Unis en 1975, 1982, 1991, 2001...), on attend de la Banque centrale qu'elle baisse les taux d'intérêt pour doper l'économie, que le Parlement vote la baisse des impôts et l'augmentation des dépenses au besoin pour accompagner le processus de redressement de l'économie. Krugman croit en cette solution plutôt qu'à celle du président Herber Hoover qui avait augmenté les impôts et réduit les dépenses en augmentant les taux d'intérêt.

La dernière solution fut catastrophique lors de la crise asiatique de 1997. Elle continue à faire des ravages en Afrique. L'austérité budgétaire et l'aug-

mentation des taux d'intérêts à des niveaux dissuasifs risquent de casser la machine économique. Les solutions standards face aux crises financières passent par l'injection de capitaux frais. Les exemples sont légion : New Deal de Roosevelt, la Suède en 1990, les États-Unis en 2008, les différents plans de relance dans pratiquement tous les pays du monde.

La dépression mondiale a été évitée de justesse, notamment grâce aux concertations internationales, à la sérénité dans les pays émergents qui ont continué à consommer, à la faiblesse du dollar qui permet de renflouer les exportations américaines, un certain découplage (quoique de faible amplitude) des marchés émergents par rapport à l'épicentre américain, etc. Ainsi, malgré l'effondrement de l'immobilier (la récente crise à Dubaï le prouve), la baisse de la consommation, la croissance vertigineuse du chômage (plus de 10 % aux États-Unis)... la machine n'a pas complètement cassé. La demande n'a pas reflué très sensiblement (surtout en Asie). L'économie de la demande a sauvé le monde.

Pour Krugman, il faut faire repartir le crédit et soutenir les dépenses. Il faut continuer à investir dans l'économie jusqu'à la périphérie du monde. On est là en plein dans le corpus des solutions keynésiennes.

« La crise, comme le note Jean-Hervé Lorenzi¹, est chaque fois un moment de vérité. Elle éprouve les vieilles convictions, met à l'épreuve les certitudes les mieux enracinées. C'est à la fois le lieu du conflit et de l'ambiguïté des théories, mais aussi celui des ruptures profondes

¹ *Fin de monde ou sortie de crise ?*, op. cit., p. 12.

et de l'apparition possible de nouvelles voies. » La voie est ouverte aux nouvelles voies : Là où change la géoéconomie, la géopolitique ne demeure jamais en l'état. À coup sûr.

Aujourd'hui, la quatrième génération de travaux sur la mondialisation nous permet d'élargir le champ d'analyse pour appréhender l'influence politique d'un ensemble plus vaste d'acteurs et de mécanismes de transformation à l'échelle planétaire¹. La gouvernance d'un monde en mutation est à ce prix.

Gordon Brown suggère² que, deux ans durant dans la tempête de la crise financière, il est clair que l'ancien contrat a été repensé et maintenant il ouvre la voie à une nouvelle ère. Le nouveau contrat doit reconnaître les deux nouvelles caractéristiques des institutions financières modernes : leur niveau global et leur interconnexion.

Principalement, ce contrat doit répondre à la problématique soulevée par la crise : que la répartition des risques et des gains entre les banques, les citoyens et les contribuables soit assurée équitablement.

Ce faisant, des mesures doivent être prises et pour être efficaces, elles doivent se fonder sur les quatre principes suivants :

- En économie globale avec un secteur financier global, aucune mesure ne peut opérer si elle n'est pas appliquée au niveau global ;

- Aucune mesure ne doit créer de distorsions ni inhiber la volonté ferme d'agir (*incentive avoidance*) ;

- Toute mesure doit compléter les règles de régulation déjà adoptées ou discutées ;

- Les coûts du secteur financier doivent être équitables et pondérés afin de permettre aux institutions d'accomplir leur tâche dans l'économie.

Le nouveau contrat requiert donc un large débat public. Celui-ci impliquera aussi bien les banques, les universitaires, les décideurs et les contribuables.

Mais, dans un contexte d'innovation financière (technologies et multiples produits dérivés) et de titrisation, l'approche macrosystémique est incontournable pour une meilleure gouvernance mondiale. Cette approche macrosystémique intègre les interrelations entre les institutions, les problèmes de l'une pouvant entraîner des problèmes pour une autre et les petites fragilités de plusieurs pouvant devenir une grande fragilité pour la collectivité³.

Déjà, la crise financière globale exige une approche globale. Que dire d'une crise systémique globale telle que nous l'avons mise en exergue ? Sur le plan théorique et méthodologique, le recours aux nouveaux outils élaborés dans le cadre de l'économie politique internationale pourrait déjà fournir le premier cercle de mise en commun entre disciplines scientifiques différentes. À travers cette démarche, on peut mêler les éléments d'analyses économiques aux phénomènes politiques. Autant qu'on utilisera l'analyse politique pour appréhender les événements politiques. Une guerre par exemple n'est qu'un *output* de la décision politique, elle implique des structures économiques en amont et en

1 Graz J.-C., *La gouvernance de la mondialisation*, Paris, La découverte, 2009.

2 Brown G., « *How we can restore trust in financial institution* », in *Financial Times*, novembre 2009.

3 Callatay E., *Les confessions d'un économiste ordinaire*, Bruxelles, Trends, 2009, p. 122.

aval. Une crise économique peut avoir une connotation politique et/ou entraîner des conséquences politiques, voire procéder d'une décision politique.

Les phénomènes de l'environnement s'invitent aujourd'hui dans les comportements des États et les analyses économiques. Des solutions globales doivent rendre compte de cette complexité en initiant des idées et des actions multi-sectorielles et multidimensionnelles. On peut citer :

- Le règlement de la question du fardeau de la dette;
- L'initiation de mesures environnementales pour sauver la planète;

- Le rééquilibrage des rapports internationaux pour juguler le déficit démocratique dans les institutions internationales;

- L'obligation d'assumer pleinement la mondialisation en évitant les attitudes sectaires issues de la guerre froide qui voient en la Chine un ennemi de l'Occident en Afrique.

Loin d'être exhaustive, cette liste n'est qu'indicative. Les solutions que requiert la crise actuelle sont encore à inventer. Les suggestions contenues dans cette analyse relèvent d'une esquisse qui n'épuise pas la complexité de la problématique. ¶

